

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/IP/W/1  
9 avril 2002

(02-1894)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS

Le 8 mars 2002, les États-Unis ont fait parvenir au Secrétariat une copie du document ci-après, en demandant qu'il soit distribué.

### QUESTIONS ET RÉPONSES

Comparaison des documents  
IP/C/W/107/Rev.1<sup>1</sup> ("Proposition des CE")  
IP/C/W/133/Rev.1<sup>2</sup> ("Proposition conjointe")  
IP/C/W/255<sup>3</sup> ("Proposition de la Hongrie")

#### I. PROPOSITION DES CE

- Les Membres qui souhaitent participer au Registre doivent présenter une **déclaration** au Secrétariat, puis lui notifier leurs indications géographiques. Celui-ci les communiquera à l'ensemble des États Membres, et non aux seuls Membres participants.
- Chaque Membre, qu'il soit participant ou non, dispose de 18 mois pour examiner les termes notifiés afin de déterminer s'ils sont conformes aux définitions énoncées dans l'Accord sur les ADPIC, aux exceptions ou à sa législation, et former opposition s'il a des motifs de le faire.
- Si les termes ne sont pas examinés ni contestés par un Membre, celui-ci devra les protéger, qu'il participe ou non au système.
- Si les termes sont examinés et qu'il est constaté qu'ils relèvent de l'une ou l'autre des exceptions prévues, par exemple, si un terme proposé est générique dans le pays récepteur ou qu'il existe déjà une marque de commerce ou de fabrique à laquelle les indications

---

<sup>1</sup> "Mise en œuvre de l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques" - Communication des Communautés européennes et de leurs États membres.

<sup>2</sup> "Proposition relative à un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques fondées sur l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC" - Communication du Canada, du Chili, du Japon et des États-Unis.

<sup>3</sup> "Incorporation des éléments évoqués par la Hongrie dans le document IP/C/W/234 dans la proposition des Communautés européennes et de leurs États membres concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques" - Proposition de la Hongrie.

géographiques porteraient atteinte, le Membre de l'OMC qui forme opposition doit communiquer ses objections au Secrétariat dans les 18 mois qui suivent la notification, puis engager des **négociations** avec le Membre qui a notifié le terme. On ne voit pas clairement ce qu'il adviendrait en cas d'échec des négociations. On ne sait pas non plus très bien ce qui se passerait si deux Membres notifiaient la même indication géographique et qu'aucune opposition n'était formée dans les 18 mois qui suivent. Tous les autres Membres de l'OMC seraient sans doute tenus de protéger les deux indications géographiques.

- Des milliers de termes seront probablement notifiés, et chaque Membre de l'OMC devra les examiner afin de déterminer s'il devrait faire opposition à certains, car à défaut d'examen et d'opposition, la protection sera obligatoire.
- Lorsqu'il examinera les termes notifiés au Secrétariat, chaque Membre aura pour difficile tâche de déterminer si chacun correspond à la définition d'indication géographique qui est donnée à l'article 22 et si le terme est devenu générique sur son propre territoire, ce qui nécessitera d'importantes recherches. Si un Membre de l'OMC conteste effectivement le terme et que, à l'issue des négociations, le Membre qui a présenté la notification reconnaît que l'opposition est fondée, seul le Membre qui a formé opposition sera dispensé de protéger le terme. En conséquence, chaque Membre de l'OMC qui s'oppose à l'un ou l'autre terme notifié par un autre Membre doit contester formellement chacun des termes dans un délai de 18 mois à compter de la date de la notification, même s'il ne participe pas au système. À défaut de quoi il doit protéger les indications géographiques.
- Même si la charge découlant de cette proposition incomberait à tous les Membres de l'OMC, elle serait particulièrement lourde pour ceux qui ont peu d'indications géographiques, étant donné qu'ils seraient tenus de protéger un grand nombre d'indications géographiques sans avoir la possibilité de retirer des avantages réciproques.

## II. PROPOSITION DE LA HONGRIE

- La proposition de la Hongrie fait fond sur celle des CE, dans la mesure où elle exige que la question fasse l'objet d'un arbitrage contraignant et que la décision de l'arbitre soit définitive si les négociations bilatérales ne permettent pas de lever l'opposition dans un délai de 18 mois après que le différend a surgi.
- Un terme qui fait l'objet d'une contestation par un Membre de l'OMC ne serait pas enregistré avant que la contestation ne soit réglée. Un terme contesté avec succès par un Membre de l'OMC en vertu de l'article 22:1 ou 22:4 ne serait pas enregistré et, partant, aucun Membre de l'OMC ne serait tenu de protéger le terme notifié.
- Cet effet "universel" ou *erga omnes* de la contestation peut être disproportionné. Seuls quelques Membres de l'OMC devront sans doute supporter la charge collective de la contestation, en particulier parce que la grande majorité des Membres de l'OMC ne disposera probablement pas des moyens administratifs nécessaires pour examiner les milliers de notifications prévues en vertu de ce système.
- Un terme contesté avec succès par un Membre de l'OMC en vertu de l'article 24:4, 24:5 ou 24:6 pourrait néanmoins être enregistré, et seul ce Membre serait exempté de l'obligation de le protéger; tous les autres Membres de l'OMC seraient tenus de le protéger.

### III. PROPOSITION CONJOINTE

- Aux termes de la proposition conjointe, les Membres de l'OMC participants peuvent notifier au Secrétariat leurs indications géographiques nationales reconnues, lequel établit ensuite une base de données à partir de ces listes.
- Les Membres de l'OMC participants se serviront de la base de données pour établir des déterminations relatives aux indications géographiques conformément à leur législation nationale, par exemple, lorsqu'ils examineront les demandes d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce, ainsi que les étiquettes apposées sur les produits importés, ou lorsqu'ils se prononceront sur la question de savoir si quelqu'un revendique des droits concernant une indication géographique alors que les marchandises ne proviennent pas du lieu en question.
- La base de données relative aux indications géographiques constituerait une source d'informations qui n'existe pas actuellement et servirait à prendre des décisions en vertu des législations nationales, ce qui faciliterait la protection des indications géographiques d'autres pays.
- Les Membres qui ne participeraient pas au système seraient encouragés à utiliser la base de données comme un instrument destiné à faciliter la protection des indications géographiques, conformément aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

### IV. QUESTIONS ET RÉPONSES

#### Le système est-il contraignant pour tous les Membres de l'OMC?

CE	Oui. L'expression "participation facultative" désigne les Membres qui choisissent de <b>notifier</b> leurs indications géographiques au Secrétariat. Les Membres de l'OMC qui choisissent de ne <b>pas</b> notifier leurs termes au Secrétariat seront tenus de protéger ceux qui auront été notifiés par d'autres Membres, s'ils ne les ont pas contestés avec succès.
Proposition conjointe	Seuls les Membres qui choisissent de notifier leurs indications géographiques seraient tenus de se référer à la base de données lorsqu'ils prendraient des décisions concernant les indications géographiques en vertu de leur législation nationale.
Hongrie	Oui. L'expression "participation facultative" désigne les Membres qui choisissent de <b>notifier</b> leurs indications géographiques au Secrétariat. Les Membres de l'OMC qui choisissent de ne <b>pas</b> notifier leurs termes au Secrétariat seront tenus de protéger ceux qui auront été notifiés par d'autres Membres, s'ils ne contestent pas ces termes ou qu'un terme n'est pas contesté avec succès au titre de l'article 22:1 ou 22:4.

#### Que se passe-t-il en cas de contestation d'un terme?

CE	Lorsqu'un terme est contesté, des négociations sont engagées afin de régler le différend. Si, au cours des négociations, un Membre qui a engagé une procédure de contestation persuade le Membre qui a présenté la notification qu'il ne devrait pas avoir à protéger le terme contesté, ce terme n'aurait pas à être protégé par le Membre qui l'a contesté, mais il devrait l'être par tous les autres Membres de l'OMC qui ne l'ont pas contesté avec succès.
----	--

Proposition conjointe Si un Membre de l'OMC souhaite contester un terme notifié, il le ferait en vertu de la législation du Membre de l'OMC qui est l'auteur de la notification. Les décisions relatives à la protection des termes notifiés seraient rendues par l'instance compétente de chaque Membre de l'OMC, conformément à la législation nationale du Membre en question.

Hongrie Lorsqu'un terme est contesté, les deux parties engagent des négociations afin de régler le différend. Si les négociations n'aboutissent pas dans un délai de 18 mois à compter de la date de la notification initiale, les parties conviennent de se soumettre à un arbitrage contraignant. Une procédure de contestation engagée par un Membre de l'OMC au titre de l'article 22:1 ou 22:4 qui aurait abouti empêcherait l'enregistrement de ce terme et aucun Membre ne serait tenu de le protéger. Par contre, une procédure de contestation au titre de l'article 24:4, 24:5 ou 24:6 qui aurait abouti n'empêcherait pas l'enregistrement du terme en question et, partant, seul le Membre qui avait contesté avec succès ce terme serait exempté de l'obligation de le protéger.

#### **Que se passe-t-il si un terme n'est pas contesté?**

CE Le terme serait enregistré et tous les Membres de l'OMC doivent protéger tous les termes enregistrés.

Proposition conjointe Sans effet. Les Membres qui choisissent de participer au système devraient se référer à la base de données lorsqu'ils rendent des décisions concernant des indications géographiques en vertu de leur législation nationale.

Hongrie Le terme serait enregistré et tous les Membres de l'OMC doivent protéger tous les termes enregistrés.

#### **Quels sont les motifs justifiant la contestation d'un terme?**

CE Tout Membre de l'OMC peut contester les termes qui ne correspondent pas à la définition d'indication géographique donnée à l'article 22:1 ou qui font l'objet d'une contestation au titre de l'article 22:4 ou 24:6.

Proposition conjointe Tout Membre peut contester un terme notifié, conformément à la législation nationale du Membre qui a présenté la notification, mais il n'est pas tenu de le faire.

Hongrie Un Membre de l'OMC peut contester un terme notifié, en s'appuyant sur les articles 22:1, 22:4, 24:4, 24:5 ou 24:6.

---